MAIL EDITION.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 20 MAI 1893. 66me Année

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres

Dufour & Bonnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 20 MAI 1893.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc. qui se soldent au prix unité de 10 cts la ligne, voir la 5e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Jas. P. Guinault—De l'autre bord du fleuve, sur le chemin public, à côté de la propriété de M. Paul Pace, une vachette.

La réforme du service civil aux Etats-Unis.

M. Cleveland a toujours passé pour un honnête homme et un esprit sensé. Il y a, chez lui, une rare rectitude de l'intelligence et du cœur—double qualité qu'on ne lui a jamais contestée. Il en a donné de nombreuses preuves depuis son entrée dans la carrière politique, durant les différentes administrations qu'il a dirigées successivement, comme maire de Buffalo, comme gouverneur de l'Etat de New-York, comme Président de l'Union américaine.

Mais avait-il la hauteur de vues du véritable homme d'Etat, les puissantes et hardies initiatives de réformateur? Il était, jusqu'à présent, permis d'en douter. Ses essais de réforme du service civil, pendant sa première présidence, étaient dignes de tout éloge : ils avaient attiré sur lui les regards des honnêtes gens. Il s'exhalait, de l'ensemble de ses actes, un parfum de droiture, de probité, dont nous avaient pu peu trop débaûsué les quatre ou cinq administrations républicaines qui avaient précédé la sienne. On respirait, grâce à lui, un air plus pur; l'atmosphère politique s'assainissait, mais il restait, dans tout cela, beaucoup de vague; on apercevait plus de bonnes intentions que d'actes réels. On n'apercevait pas, clairement, le principe d'où il partait et le but où il tendait. On eût dit qu'il cherchait sa voie, qu'il n'avait pas encore trouvé le vrai défaut de la cuirasse, et mis au point son idée de réforme.

Aujourd'hui, le doute, à cet égard, est interdit; la conception est nette, le plan bien tracé, la plaie clairement indiquée et le remède tout trouvé.

M. Cleveland comprend la gestion des affaires de l'Etat comme celles d'une maison de commerce. Il établit la division du travail; il sépare l'administration de la politique, il veut livrer les emplois à la capacité, à l'honnêteté, le travail à qui sait le faire et les émoluments à qui mérite réellement les gagner. Les places ne doivent plus être le prix de services d'electorat rendus, mais du savoir, de l'habileté de ceux qui les occuperont.

Le fonctionnarisme est un métier tout comme un autre; il faut qu'il devienne une carrière. C'est le seul moyen de posséder une administration sortable qui, jusqu'ici malheureusement n'existe pas aux Etats-Unis. On peut être un excellent agent électoral, et un shérif, un juge, un administrateur détestable. Il importe peu qu'un chef de bureau, un employé de première ou de seconde classe, ait voté pour MM tels et tels : ce qu'il faut, avant tout, c'est qu'il ne soit pas étranger aux affaires qu'il est appelé à diriger, et de la bonne ou mauvaise gestion duquelles il est ou doit être tenu responsable.

Parmi la tourbe des coureurs de places que le hasard, l'intrigue ou des recommandations peu justifiées ont placée à la tête d'un service public quelconque, il s'est glissé, de tout temps et sous les différents régimes, démocrate ou républicain, quelques très honnêtes gens qui avaient souci de leur honneur et voulaient se rendre dignes du poste qu'on leur avait confié. Interrogez-les; voici ce que tous ou presque tous vous répondront : une fois installés, ils s'étaient mis à travailler consciencieusement, à étudier le personnel qu'ils avaient à diriger, la nature des affaires qu'on leur avait données à conduire; il leur avait fallu deux, trois ans, pour arriver à connaître les qualités et les défauts de leurs subordonnés, à saisir les petits secrets de leur service, les défectuosités, qui s'y étaient glissées; et c'est juste au moment où ils commençaient à voir clair, où ils pouvaient, autour d'eux, corriger quelque défaut, réprimer quelques fraudes, combler quelque lacune, apporter quelques améliorations, que, pour une raison politique quelconque, on les a remplacés par d'autres, aussi novices qu'ils l'étaient eux-mêmes, deux ou trois ans auparavant, et qui, pour les mêmes motifs, ont dû laisser se prolonger, sinon s'aggraver, les mêmes vices, les mêmes malversations.

Mais l'immense avantage de la réforme que voudrait établir M. Cleveland, c'est qu'elle supprimerait, nous ne disons pas, le politicianisme—c'est un mal incurable—mais la plupart des abus et des scandales qu'il engendre; c'est qu'il ne lui serait plus permis de pénétrer dans l'administration pour le vicier, pour y entretenir le désordre. Du jour où il ne verrait plus poindre, au bout d'une intrigue électorale plus ou moins réussie, une belle et bonne sinécure, grassement rétribuée, il serait moins apre à la curée. Son ardeur se calmerait; il ne harcèlerait plus, à chaque instant, le gouvernement de ses hontenses démarches. Délivré de ses importunités, le haut fonctionnaire pourrait s'occuper davantage des affaires publiques, qui n'en iraient que mieux.

Il y a, dans la réforme que projette M. Cleveland, toute une révolution bienfaisante, qui ferait époque dans l'histoire, assez triste, de l'administration américaine, et attirerait sur lui les bénédictions de tous les honnêtes gens. C'est la plus grande gloire que puisse ambitionner un homme d'Etat, un vrai patriote.

Grave accident de chemin de fer.

Collision de convoie de lait; pas de laitier en vue; ménagères désappointées; café sans lait. Petite misère résultant de la négligence de ne pas avoir chez soi du lait cadenné "Gail Borden Eagle Brand." Commandez-en maintenant pour les éventualités de l'avenir, chez votre épicier ou votre pharmacien.

Chaque année accroît la popularité du Pectoral Cerise d'Ayer. Recommandé pour toutes les affections des poumons.

Un mot d'actualité. C'est ces Parisiennes qui parle :

—Moi, voyez-vous, je ne hais rien tant que le changement. Ainsi, avant que mon mari fût dans la politique, nous avions habité jusqu'à dix ans la même maison.

—Et depuis ?

—Depuis! Il a été ministre.

—Et ?

—Nous déménageons tous les trois mois !

Un magistrat quinteux, au théâtre :

—Cet acteur est vraiment détestable, ma chérie, il a l'air d'un hippopotame faisant la cour à un ange.

—En effet, mon ami, et cela me rapporte aux quelques semaines qui ont précédé notre mariage.

Monsieur cassis se lorgnette.

LOUISIANE.

Le Super Planter, Port Allen, paroisse West Baton Rouge, du 13 mai :

On parle beaucoup d'une invention de M. J. B. G. Donato, de St-Landry, laquelle qui doit produire une véritable révolution dans l'industrie rizière. Il s'agit d'un appareil qui élève l'eau d'un puits ou d'un courant à la hauteur que l'on voudra, en dépit de la pression atmosphérique. Le jet peut être entretenu continuellement. On peut, en plaçant l'appareil dans un puits ordinaire, transformer ce dernier en puits artésien. Mais c'est surtout, placé dans un cours d'eau qu'il doit rendre de grands services en entretenant le jet d'eau, sans aucune interruption. Si cette invention tient tout ce que l'on promet en son nom, l'irrigation des rizières devient facile et les récoltes peuvent être assurées, chaque année, même en temps de sécheresse.

L'*Entreprise*, Nouvelle-Ibérie, paroisse Ibérie, du 13 mai :

Il est de la dernière importance pour nous d'assister à la convention qui doit avoir lieu, le 7 juin, à la Nouvelle-Ibérie, sous la présidence du Dr Knapp.

En voici les raisons :

Avant l'existence de la loi des primes, notre sucre se vendait de trois à cinq sous, selon la qualité, comme nous le savons tous. Depuis le vote de cette loi, les usines ont augmenté en nombre; elles ont établi un prix raisonnable pour chaque tonne de canne livrée sont leurs hangars. C'est alors que les petits planteurs se sont mis à la culture de la canne. Voyez la Fausse Pointe, par exemple; cette année, elle a en culture plus de 2,500 arpents de canne; elle n'en cultivait auparavant que 800 à 1,000 arpents par an. Et le cri général est : nous voulons plus d'usines, plus de raffineries.

Quel est maintenant le prix de chaque tonne? $3 50 à $4 00 et l'on tire de chaque tonne 80 livres de sucre raffiné qui se vend 4 3/8 sous la livre.

Avant le Bounty, nous avions les frais d'une sucrerie à entretenir, les frais de fabrication et nous n'obtenions guères que 50 livres qui, vendues à 4 3/8 sous la livre, ne nous rapportaient que $2 78 3/8; d'où il fallait encore défalquer les frais cités plus haut. Avec le système de la vente à la tonne, nous nous procurons au contraire $3 50 la tonne, au bas mot. Nous gagnons donc, avec ce système, $2, 5/8 de plus qu'auparavant. Nous devons, par conséquent, ne rien épargner pour conserver le régime actuel. Donc, allons à la Convention et soutenons-y énergiquement, les défenseurs du Bounty.

Le Protector, Pointe-à-la-Hache, paroisse Plaquemine, du 13 mai :

La plupart des planteurs nous disant que le riz, cette année, n'est pas encombré de mauvaises herbes; il y a, en effet, eu côté, fort peu de dépenses à faire. Un très petit nombre seront obligés d'engager de nouveaux travailleurs. L'an dernier, ils avaient été moins heureux. Il avait fallu, en sorte, semer plusieurs fois; la pluie ou d'autres causes faisaient mourir la semence. On ne fera aucune perte de cette nature, cette fois. La récolte se fera donc à bon marché, et l'on peut donner aux travailleurs des salaires convenables dont ils sont satisfaits. Ici, nos planteurs travaillent très économiquement. Si le riz se vend un bon prix, leur bourse aujourd'hui trop plate, s'arrondira; leur vie sera plus large; le bien être reviendra parmi nous.

On craignait, ici, que le fleuve ne baissât par trop. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui; le fleuve monte rapidement. Dans quelques jours, la hausse aura atteint la basse Louisiane.

—En 1889, suivant le dernier recensement, la production du riz avait été, en Louisiane, de 76,221,636 livres; c'est-à-dire de plus de 75 pour cent de la production totale des Etats-Unis. Presque toute la récolte provenait de la Louisiane, de la Caroline du Sud et de la Georgie. C'est surtout dans le sud de notre Etat, que le développement a été rapide. On estime la production de cette année à 439,000,000 de livres, soit une augmentation de près de 60 pour cent depuis celle de 1889.

Il faut savoir que le riz contient 3 70 fois plus de matière nutritive que les pommes de terre, 1 87 fois plus que le bœuf bien engraissé, et 2.21 fois de plus que le bœuf ordinaire.

West End.

Seconde matinée gratuite pour les dames et les enfants, samedi, 20 mai, à une heure; on y entendra, comme de coutume, Levy, le célèbre cornettiste, et grand orchestre de Geo. O. Paoletti.

DOUBLE SUICIDE.—On écrit, de Niort, France :

La police a constaté le suicide du nommé Auguste Braud, menuisier, âgé de vingt-cinq ans, domicilié rue Saint-Florent, et de la demoiselle Lecorps, du même âge, originaire de Brest.

Braud avait connu, à Brest, pendant qu'il remplissait son service militaire dans l'infanterie de marine, la demoiselle Lecorps, de mœurs légères, avec qui il avait eu des relations tellement suivies, qu'elles lui valurent plusieurs punitions.

Revenu à Niort, dans sa famille, à l'expiration de son service, Braud ne pensait peut-être plus à son ancienne maîtresse, quand, ces jours derniers, quelle ne fut pas sa surprise de voir celle-ci venir le chercher à son atelier.

Les relations anciennes ne tardèrent pas à se renouer.

Ils formèrent alors le projet de mourir ensemble, car, après avoir bouché les interstices de la porte et allumé du charbon dans un réchaud, qu'ils placèrent sur la table de toilette, ils s'étendirent, tout habillés, sur le lit.

Quand on pénétra dans la chambre, le jeune homme avait cessé de vivre, mais la jeune femme respirait encore.

Elle a été conduite à l'hospice, où l'on espère la rappeler à la vie.

On télégraphie, de Rennes :

On vient de découvrir, dans la Vilaine, les cadavres d'un gendarme en tenue et d'une femme. Le gendarme n'appartenait pas à la légion de Rennes et la femme étant inconnue dans le pays, il n'a pas été possible d'établir l'identité des suicidés.

Les deux cadavres étaient attachés ensemble, au moyen des aiguillettes de l'uniforme du gendarme.

UN GENTILHOMME FRASCHEUR. — M. Joseph d'Elva est le frère de M. Christian d'Elva, député de la Mayenne. C'est un grand seigneur un peu vif.... Un jour, à Laval, il cravache un brave officier, qui voulait, avec son parapluie, repousser son cheval, à lui, comte d'Elva. Une autre fois, il s'obstine, un jour de course, à traverser un chemin, malgré l'arrêté municipal qui en interdit l'accès.

Deux condamnations ne corrigèrent pas M. d'Elva. Le 26 août, il prend le train à la gare de Laval, il s'installe dans un compartment de première classe, et fait monter son garçon, avec son chien dans une voiture de deuxième. Un voyageur, M. Delorme, se plaint de ce voisinage, et on fait descendre le chien. Fureur de M. d'Elva, qui traite M. Delorme de "pignouf! pleutre! lâche!"

M. Delorme fit assigner M. d'Elva, en demandant un franc de dommages-intérêts. M. d'Elva fit offrir ce franc, mais en des termes que n'impliquent pas d'habitude les officiers ministériels.

Les juges de Laval décidèrent que cette façon de procéder était valable et que le franc ainsi envoyé était suffisant.

La Cour d'Angers n'admit pas la façon de voir du Tribunal de Laval, et infirma ce jugement. Il y eut pourvoi en cassation.

Après arrêt de la Cour suprême, l'affaire a été renvoyée devant la Cour d'appel d'Angers.

Sur les réquisitions de M. Le Poittevin, substitut du Procureur général, la Cour, vu les antécédents du prévenu, a condamné M. d'Elva à six jours de prison, sont France d'amende et au franc de dommages et intérêts demandé.

L'EGYPTE A LA CHAMBRE DES COMMUNES D'ANGLETERRE.

Sir Charles Dilke a fait, le 1er mai, sa vraie rentrée dans la vie publique. Ancien sous-secrétaire d'Etat au Foreign office, sous lord Granville, avant d'être président du Local government board et membre du Cabinet, le député radical de la Forest of Dean a pris pour thème une question de politique étrangère. Il a déposé et développé une motion portant que le moment était venu de tenir les engagements contractés relativement à l'Egypte par les administrations successives, depuis dix ans.

Son argumentation—dit le *Temps*—a porté sur deux points principaux : l'obligation d'honneur, pour l'Angleterre, de ne pas manquer à une parole solennellement donnée, en son nom, par les hommes d'Etat des deux grands partis; les conséquences fâcheuses, immédiates et éventuelles, d'une prolongation indéfinie de l'occupation de l'Egypte. Sir Charles Dilke ne dissimule pas les inconvénients relatifs et temporaires qui pourront résulter de l'évacuation, partiellement sous la forme d'une baisse possible du cours des valeurs égyptiennes, mais il pense que ces désavantages ne sauraient être mis en balance avec les résultats funestes d'une politique aussi contraire à l'honneur qu'aux intérêts permanents du Royaume-Uni.

A ces yeux, deux voies s'ouvrent pour sortir de cette situation : le Cabinet pourrait renouer les négociations avec la Sublime Porte, qui avaient abouti au projet de convention de Sir Henry Drummond Wolff, ou il pourrait convoquer une conférence des grandes puissances européennes.

Il y aurait lieu, certes, d'examiner, de très près, le canevas de ces solutions, dont la valeur dépend, en réalité, des modalités précises qui y seraient apportées, mais il nous plaît davantage de féliciter sir Charles Dilke et son frère d'armes en cette occasion—M. Labouchère—d'avoir eu le courage, si rare à l'heure actuelle, jusque sur les bancs des radicaux les plus avancés, de mettre l'honneur de l'Angleterre et sa fidélité à des obligations solennelles au-dessus de ses prétendues intérêts et d'avantages, probablement fort contestables, mais en tout cas, achetés trop cher à ce prix.

Si la naissance de lord Rosebery ne le retenait pas à la Chambre des lords, loin de l'encginte où se livrent les vrais combats parlementaires, c'est lui qui aurait dû répondre à cet important discours. Lord Rosebery n'est pas seulement le chef titulaire du Foreign office : il est, en réalité, le dictateur de la politique étrangère du Cabinet.

En partie, grâce au précédent créé par lord Salisbury, qui, en réunissant le portefeuille des affaires étrangères à la qualité de premier ministre, a émancipé ce département du contrôle du chef du Cabinet; en partie, grâce aux idiosyncrasies de M. Gladstone, auquel on a souvent reproché une certaine ignorance des questions internationales et qui a, trop souvent, rencontré de graves mécomptes sur ce terrain mal connu, pour n'y pas marcher comme chat sur braise; en partie, enfin, grâce à l'habileté de lord Rosebery, qui a su se tailler une position à part en flattant, d'une côté, par son attitude au conseil du comté de Londres et par ses déclarations en matière sociale, les instincts des radicaux, et en se donnant, d'un autre côté, comme le principal champion de la politique impérialiste, le chef est que la direction des relations extérieures échappe, de plus en plus, au ministère, dans son ensemble, pour appartenir au secrétaire d'Etat tout seul.

Dans la sereine atmosphère de la Chambre des lords, le comte de Rosebery n'est pas exposé à des interpellations—ou à des débats qui le gênaient; il réserve sa parole élégante et son esprit un peu laborieux pour des occasions d'apparat, comme ce banquet de la Royal Academy, où il s'enveloppait, dans un tissu de plaisanteries assez agréables, mais très sérieuse déclaration d'adhésion à la politique étrangère de lord Salisbury.

C'est donc à M. Gladstone qu'est revenu le soin de répliquer, et il est permis de le regretter. Le premier ministre n'était pas à l'aise, entre son langage de jadis, si net en faveur de l'évacuation, et les notes de son ministère, si déclinantes dans le sens de l'occupation indéfinie. Aussi, pour répéter la leçon qui lui avait été faite par son jeune collègue, a-t-il eu recours à un procédé où il n'est que trop passé maître. Il a noyé ses déclarations dans un flot verbeux; il a pris, reprie, retourné, amendé, limité, corrigé ses phrases jusqu'à ce qu'il devienne fort difficile d'en saisir le sens exact et la portée réelle.

En somme, M. Gladstone a reconnu ses engagements de l'Angleterre; il a confessé les inconvénients de l'occupation; il s'est refusé à affirmer, positivement, qu'en droit les obligations de l'Angleterre aient été modifiées par la naissance d'une obligation nouvelle à l'égard du peuple égyptien; il a contesté le droit de la France de traiter isolément, tout en se déclarant prêt à écouter, dans un esprit de cordiale bienveillance, les propositions que le Cabinet de Paris avait semblé vouloir faire, l'automne dernier; il se refuse à écarter définitivement la reprise des négociations Drummond Wolff et le recours à une conférence, mais il répugne, péremptoirement, toute idée d'y recourir actuellement.

En d'autres termes, le Cabinet ne bougera pas. Il est en Egypte, il y reste. Il salue, du bout des lèvres, pour l'honneur des principes, les engagements de jadis, mais il s'en sonde comme des neiges d'antan. Lord Rosebery applique, une fois de plus, à l'Egypte, la tactique qui lui a si bien réussi dans l'Ouganda. Et la Chambre ratifie, et l'opinion publique approuve.

On remarquera qu'au cours de ces débats, il n'a pas été fait une seule allusion à la fameuse crise peinte, sous de si sombres couleurs, par lord Cromer. C'est, pourtant, été un bel argument, et les augures avaient pu se regarder sans rire.

Il se pourrait, toutefois, que lord Rosebery et les annexionnistes eussent compté sans leur bête et comme un léger oubli dans leurs calculs. Après avoir mis de côté, sans composition, tant d'engagements, après avoir, successivement, diminué la Turquie, puissance suzeraine, la France ex-partenaire du *condominium*, l'Europe et une conférence des puissances, qui sait et la Dahinet de Saint-James ne verra pas surgir, un jour, devant lui, pour déranger ses combinaisons, la nationalité égyptienne, avec, à sa tête, non plus un fantoche comme Arabi, mais un gouvernement, des classes dirigeantes, et un khédive ?

Au village :

—On ne voit plus de pigeons chez vous, père François ?

—Ah! je vais vous dire: de peur qu'on me les vole, j'étais obligé de les enfermer, et ces pauvres bêtes s'ennuyaient si bellement, que j'en ai eu pitié, je les ai mangées !

K. R. G.

Le King's Royal Germetuer

— Est le meilleur remède pour —

Le Sang, l'Estomac, les Nerfs et les Reins.

Nous avons des milliers d'attestations à cet effet

IL GUERIT

Là où tout autre chose ne fait rien.

Demandez-le à votre marchand—

KING'S ROYAL GERMETUER CO.
Atlanta, Ga.

Les pilules de K. R. G., sont les meilleures. 50 pilules pour 25 cts.
3 fév—

Trop de tournées.

Il est fort imprudent, quand on a de l'argent sur soi, de fréquenter les endroits louches et surtout de s'enivrer.

On risque de se faire dépouiller.

C'est précisément ce qui est arrivé au sieur Gondal.

Gondal est un jeune fashionable inspiration, après avoir fait de nombreuses stations dans les cabarets, d'entrer dans un bal-musette.

Il fit là la rencontre d'une fille Anpetit, qu'il chercha à "épater", selon en propre expression, en exhibant son porte monnaie rempli d'or.

Cette richesse fit toucher la belle.

La fille Anpetit ne laissa pas échapper une si belle occasion. C'était pour elle une véritable aubaine. Elle alla prévenir deux de ses meilleurs amis, qui "piquaient un chahut" dans le fond de la salle, et les mit, rapidement, au courant de la situation.

Qu'arriva-t-il exactement? Gondal serait bien en peine de le dire. Ce qui est certain, c'est qu'il fut allégé de sa bourse. De plus, il reçut une maîtresse volée, qui, affirme-t-il, l'a complètement guéri.

Il fit citer, devant le tribunal de police correctionnelle, les agresseurs, deux souteneurs avérés nommés Paul Richardier et Alphonse Bronser, ainsi que la fille Anpetit.

Voici quelles ont été ses explications devant le tribunal, les trois inculpés se rejetant mutuellement la responsabilité du vol.

GONDAL.—J'avais fait la rencontre, il y a environ un mois, au bal Jollivet, de la fille Anpetit, avec laquelle j'ai pris des tournées.

M. LE PRÉSIDENT.—Beaucoup de tournées même, car on vous a vu dans plusieurs cafés.

LE TÉMOIN.—Je suis de votre avis, monsieur le Président. Il n'est pas permis à un homme, à un vrai homme, digne de ce nom, de tant boire en une seule soirée. (*Hilarité*). Nous quittons donc le bal Jollivet pour aller dans un débit de vins de la rue Saint-André-des-Arts; là encore, nous avons bu pas mal de tournées.

M. LE PRÉSIDENT.—Si bien, que vous étiez ivre à ne plus savoir ce que vous faisiez.

LE TÉMOIN.—Ah! mes président, ce le serait à moins, ma d'eau, tout de même, dommage pour un vrai homme...

M. LE PRÉSIDENT.—Vous nous l'avez déjà dit; c'est avant de boire qu'il faudrait vous souvenir de ces bons principes.

LE TÉMOIN.—Mahré, pourtant que j'étais ivre, j'ai bien constaté que mon porte-monnaie qui contenait 270 francs, or et billets de banque, avait disparu. Immédiatement, j'ai saisi la femme Anpetit par le bras et lui ai réclamé mon argent, parce qu'elle seule avait pu me les prendre; elle m'a dit qu'elle allait me faire boulotter de l'acier, mais j'ai été roué de coups.

RICHARDIER.—C'est faux.

M. LE PRÉSIDENT.—Pas tant que ça si l'on en croit le rapport, qui vous avez quitté votre maîtresse qui avait fait des stations prolongées dans les débits, avec l'intention bien arrêtée de grimper le témoin. Or, vous et votre camarade, vous vous trouvez juste à point pour venir à son secours au moment du vol.

RICHARDIER.—C'est que pure coïncidence !

M. LE PRÉSIDENT.—Pourquoi avez-vous frappé Gondal, puisque vous ne savions pas de quoi il s'agissait ?

RICHARDIER.—J'entends qu'on crie : je défends le cœur : ce va de soi....

M. LE PRÉSIDENT.—Le Tribunal apprécie.

L'inculpé Bronser nie avoir cherché à dégager la fille Anpetit. Cette dernière ne nie pas être l'auteur du vol.

Elle a été condamnée, ainsi que Bronser, à deux mois de prison, et Richardier à quatre mois.

GONZALES & LAUDUMIEY
Entrepreneurs de pompes funèbres
CHEMIN DU BAYOU 1719.
Près Romparts, Téléphone 479
La maison exécute avec soins et célérité tous les travaux de son ressort qui lui sont confiés; embaumement, etc., gratuitement.
Elle fournit à bref délai des voitures pour visites, promenades, soirées, mariages, etc., etc., et des chars funèbres pour pompes funèbres. A toute heure, jour ou nuit, on peut par téléphone transmettre des commandes. Prix de l'inhumation d'un enfant d'une modicité extrême. 15fé—93—1an

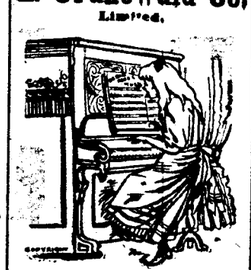
GAERTHNER.—Décédé, vendredi le 19 mai 1893, à 1:30 heures A. M. C. ALPHONSE GAERTHNER, à l'âge de 45 ans, natif de Ste-Marie-aux-Mines, Alsace, et résidant de cette ville depuis 21 ans. Les amis et connaissances de la famille, ceux de son beau-frère John Fitzpatrick, et les membres de la Eagle Lodge No 2,519, Knights of Honor, sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu de sa dernière résidence No 188 1/2 Avenue Cleveland, samedi après-midi, à 3 heures précises.

Bureau du Trésorier de Ville de la Nouvelle-Orléans, Nouvelle-Orléans, 15 mai 1893.—Les comptes de taxes de ville pour taxes (*personal property*) sont en ce moment prêts à être livrés à ce bureau, et deviennent délinquantes le 15 juin 1893, date à partir de laquelle il sera alouté sur dite bille 10 pour cent par an d'intérêt.
CHAS. H. SCHENCK, Trésorier.

Société des Ouvriers.—L'Alliance des officiers et des membres du Conseil de la ville Société aura lieu SAMEDI 20 courant, à 8 heures P. M. à leur local habituel. Tous les membres sont priés d'y assister.
Par ordre de
P. PUISSÉGUR, Président.
P. CAZALOT, Secrétaire.
11 m 1—11 14 20

RESTAURANT DENIS
(Ancienne Maison Dupuy)
MANDEVILLE, LE.
Cottages et appartements pour familles. Restaurant de premier ordre. Fût médicinal. Les ordres peuvent être laissés chez Denis Becker, au coin des rues Conti et Bourbon, Nlle-Orléans.
6 mai—4m mpr—1m

Avis.
Excursions du dimanche à bon marché sur le New Orleans, Fort Jackson & Grand Lake R. R. Les trains partent d'Algier à 8 A. M., et arrivent à 7.05 P. M. Billets, aller et retour, 50c. 75c. et $1.00.
J. S. LANDRY, Surintendant.
J. S. LANDRY, Agent général pour le Fret et les Passagers.
26 avr—4m et dim

L. Grunewald Co,
Limited.

127 RUE CANAL.
PIANOS NEUFS,
$250 et au-dessus.
PIANOS AYANT PEU SERVI,
$150 et au-dessus.
PIANOS DE SECONDE MAIN,
$25 et au-dessus.
24mar—1an

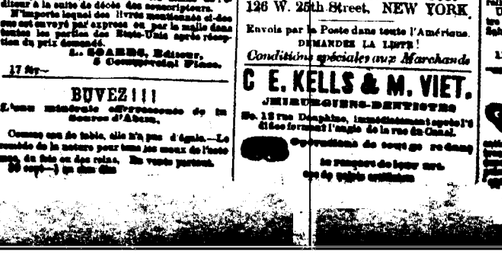
D. MERCIER'S SONS
Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales
Vêtements confectionnés, Chapeaux et Articles de toilette pour messieurs et enfants.
Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche.
Coin des rues Bienville et Bienville, à deux lots de la rue du Canal, Sud-Ouest
janvier 92—1 an—mer, ven, dim

FRANTZ & OPITZ,
Horlogers et Joailliers
No 17 RUE BOURBON,
Près Canal, à une porte de l'entrée de la maison D. M. Holmes.
1er août

COMPAGNIE D'ASSURANCE
LIVERPOOL AND LONDON AND GLOBE.
Plus de $51,000,000 de pertes payées aux Etats-Unis.
Toutes les pertes sont payées COMPTANT, sans escompte aussitôt qu'elles sont justifiées.
Pertes payées pour l'incendie de Chicago - - - - $3,239,091
Pertes payées pour l'incendie de Boston - - - - $1,427,290
Les pertes et toutes les affaires de la compagnie sont réglées par les officiers et les directeurs à la Nouvelle-Orléans, sans avoir recours à aucun autre bureau, ainsi que le font les compagnies locales.
— DIRECTEURS A LA NOUVELLE-ORLÉANS —
Gustav R. Westfeldt. L. C. Fallon. Lucas R. Moore. C. M. Soria.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire Résident. LAWRENCE F. LOW, Assistant Secrétaire
15 nov—92—1an J. G. PEPPER, Député Secrétaire.

Compagnie d'Assurances PHŒNIX
DE HARTFORD, CONN.
Successeurs de la
COMPAGNIE D'ASSURANCES DE LA NLLE-ORLEANS.
Capital Compta. $2 000 000 00
Net surplus 1,384 400 81
Actif, valeur réelle 5,676,306 79
Pertes réglées à la Nlle-Orléans, ainsi que le font les Compagnies locales.
JULES TUYES,
Agent Résident, sera toujours au No 29 rue Carondelet où il recevra son amis et les assurés de la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle-Orléans.
29 mai—1 an

THE Photo Co.
P. E. CARRIÈRE,
ADMINISTRATEUR.
Coin des rues Canal et Bourbon,
NOUVELLE-ORLEANS, LNE.
Vend tous les ARTICLES PHOTOGRAPHIQUES de toutes descriptions
Nouvelles marchandises—Les derniers modèles comme appareils—Prix de New York.
14r mai—2fé—4m mer

Montres Américaines Waltham,
FAITES SPECIALEMENT POUR
BIJOUTIER
113 et 115 RUE DU CANAL, Nlle-Orléans.
Envoyées par express avec pleine garantie sur reçu du prix et C.O.D.

Montres pour Dames, grandeurs exactes, unies ou ciselées.
Diamant au cadre, or massif 25 00
Montres or massif, 14 Karat 25 00
Montre en or massif, 14 Karat 20 00
Montre plaqué or 15 00
Montre en argent massif 10 00
Montre plaqué, 14 Karat 8 00
Montre plaqué, 10 Karat 16 50
Montres en diamants incroyables, $30.00, $75.00, $100.00.
Prix des Montres pour Messieurs, grandeur moyenne :
Montre en or, massif, 14 Karat 40 00
Montre en argent, massif 10 00
Montre plaqué, 14 Karat 20 00
Montre plaqué, 10 Karat 16 50
Avec garantie pour qualité et le temps.
UN STOCK COMPLET DE MONTRES FINES DE HOWARD.
DIAMANTS, BIJOUTERIE ET ARGENT MASSIF.
A. M. HILL,
113 et 115 rue du Canal et 78 rue St-Charles, Nlle-Orléans.
30avril—4m

Compagnie d'assurances du Sun Mutual
DE LA NOUVELLE-ORLEANS.
Succursale No 66 rue Royale.
Capital payé $500,000 00
Actif, 1er janvier 1892 ..... 1,019,625 33
J. WALLACE JOHNSON, Gérant. CHS. LAUDUMIEY, CHS. D. FOUCHER.
18 juin—1 an

LA MAISON DE MUSIQUE
La plus ancienne et la meilleure marché de tous les Etats du Sud, est sans contredit
PHILIP WERLEIN,
135 - - RUE DU CANAL, - 135
Pianos droits tout neufs à $250.
Pianos de seconde main à partir de $75.
Prière de visiter le magasin et de s'assurer de la modicité de nos prix avant d'acheter ailleurs.
2 avr—1 an, dim, mar, ven

SOARDS'
1893—NEW ORLEANS—1893
City Directory
Est maintenant reconnu comme étant le meilleur Directory qui ait jamais été publié dans cette ville. Une aide de la plus grande valeur pour les négociants. Procurez-vous-le immédiatement.
City Directory (Directory de la ville) prix $6 00
Business Directory (brochure) prix $1 00
Mappe de la ville (lithographiée en 3 couleurs) 50
Il ne reste que quelques exemplaires du Directory de 1892, lesquels entre les mains de l'éditeur à la suite de décès des souscripteurs.
N'importe lequel des livres mentionnés ci-dessus est envoyé par express ou par la malle dans toutes les parties des Etats-Unis après réception du prix demandé.
L. SOARDS, Editeur,
8 Carondelet Place.
17 fév—

BUVEZ!!!
L'eau minérale effervescente de la Source Bienvenue.
Comme eau de table, elle n'a pas d'égale. Le remède de la nature pour tous les maux de l'estomac, du foie et des reins. En vente partout.
30 sept—1 an dim

JOURNAUX FRANCAIS

Courrier de France.
Journaux de Mode et Broderie.
Dépositaires Généraux :
L. DERMIGNY & Cie.
126 W. 25th Street, NEW YORK.
Envois par la Poste dans toute l'Amérique.
DEMANDEZ LA LISTE !
Conditions spéciales aux Marchands
C. E. KELLS & M. VIET.
JARDINIERS-DENTISTES
No. 12 rue Dauphine, immédiatement après l'Opéra formant l'angle de la rue du Conti.
Opérations de toute sorte en dents artificielles.
Se rompent de leur ouvrage, ou de toute condition.

C. LAZARD & Cie
LES ANCIENS ET POPULAIRES.
Marchands de Vêtements Confectionnés
D'ARTICLES DE TOILETTE
ET DE CHAPEAUX.
Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche.
Coin des rues Canal et North Peters.
1er jan—Dim Mar Ven

BANQUES.

HENRY WELLMANN, CHAS. H. SCHENCK, Président. Vice-Président.
—LA—
TEUTONIA SAVINGS BANK,
127 RUE COMMUNE.
A commencé ses opérations et recevra des dépôts de $1 et au-dessus
De 9 heures A. M. à 3 heures P. M.
A nuit, le lundi, de 5 heures à 7 heures pour les dépôts seulement. 3 pour cent d'intérêt sur les dépôts, payable tous les six mois.
W. W. WEISS, Caissier.
HENRY CAMARD, Secrétaire (assistant teller.)
6mai—1m

SAVING DEPOSIT FEATURE.
(Sur la base des épargnes.)
MUTUAL
Building & Homestead Ass'n
67 rue St-Charles.
Capital autorisé - $5,000,000
Capital souscrit 1,900,000
Chas F. Bach, Président.
Walter V. Crouch, Vice-Président.
Supt W. H. Williams, Secrétaire.
4% Cette Association paie QUATRE pour cent par an sur les DEPOTS sur comptes d'actions payées en plein.
Reçoit en dépôt UN DOLLAR et en donne contre livraison de reçus qui peuvent être en partie ou en tout payés au plein, ou qui peuvent être retirés au gré du déposant, lesquels reçus portent les intérêts au taux de QUATRE POUR CENT PAR AN. Dépôt d'épargnes, sans le risque qu'il y a à garder un argent sans banque, par ce motif que cette association paie PAS d'affaires de banque.
Prête fait AVEC ou SANS prime, comme le désirent les emprunteurs.
6 mai—1m

PROVIDENT
Savings, Trust and Safe Deposit
BANK,
No 49 RUE DU CAMP.
3 Pour Cent d'Intérêt sur Dépôts.
Cette Banque sera prête à recevoir les Dépôts le 1er AVRIL.
Ouverte tous les jours de 9 A. M. à 4 P. M. excepté les Samedis. Les Samedis de 9 A. M. à 12 m. Les Lundis, heures spéciales seulement pour les dépôts de 6 P. M. à 8 P. M.
Des dépôts seront reçus depuis Un Dollar et au-dessus. L'intérêt sera d'abord le 1er juillet 1893, sur les dépôts reçus en mai et juin 1893.
GEO. W. YOUNG, Caissier.
28avril—1m

E. BARBIER,
Successeur de S. Fournier,
Horloger et Bijoutier,
66 RUE ROYALE, 66
Entre Bienville et Conti,
Nouvelle-Orléans.
MONTRES,
PENDULES,
DIAMANTS,
BIJOUTERIE.
Réparations de tous objets concernant sa profession.
Garantie complète. Prix modérés.
Lunettes, Lorgnettes de Théâtre, Pince-nez !
1er déc—1an

A vendre
A Mandeville 24 lots de terre premier choix